



VILLE DE VANNES

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE VANNES**

~~~~~

Séance du Conseil municipal du 18 décembre 2023

Le Conseil municipal, convoqué par lettre du lundi 11 décembre 2023, s'est réuni le 18 décembre 2023, sous la présidence de M. David ROBO, Maire

Présents :

David ROBO, Fabien LE GUERNEVÉ, Gérard THEPAUT, Monique JEAN, Mohamed AZGAG, Christine PENHOUE, François ARS, Hortense LE PAPE, Michel GILLET, Nadine PÉLERIN, Olivier LE BRUN, Chrystel DELATTRE, Virginie TALMON, Patrick MAHE O'CHINAL, Armelle MANCHEC, Patrick LALOUX, Alain Michel RICHER, Eric ROUILLON, Marie CLEQUIN, Jean-Pierre RIVERY, Violaine BAROIN, Jean-Jacques PAGE, Annaïck BODIGUEL, Patrice KERMORVANT, Karine SCHMID, Maxime HUGÉ, Vincent GICQUEL, Pascale DEVOILLE, Catherine LE TUTOUR, Franck POIRIER, Christian LE MOIGNE, Sandrine BERTHIER, Laetitia DUMAS, Audrey ESSOLA, Patrick LE MESTRE, Marie-Noëlle KERGOSIEN, Guillaume AUFFRET, François RIOU

Pouvoirs :

Latifa BAKHTOUS a donné pouvoir à Mme PÉLERIN  
Anne LE HENANFF a donné pouvoir à M. LE GUERNEVÉ  
Elen KERGUERIS a donné pouvoir à Mme DELATTRE  
Claire BOEDEC a donné pouvoir à Mme LE TUTOUR  
Marc-Antoine MENIER a donné pouvoir à M. RICHER  
Odile MONNET a donné pouvoir à M. AUFFRET

Absent(s) :

Frank D'ABOVILLE

Membres en exercice : 45

Secrétaire de séance : Guillaume AUFFRET, Conseiller municipal

## **Séance du Conseil municipal du 18 décembre 2023**

### **DEVELOPPEMENT DURABLE**

#### **ADHESIONS A DES ORGANISMES EXTERIEURS**

##### **GMVa - Création de la SPL Golfe Energies Renouvelables - Adhésion**

M. Gérard THEPAUT présente le rapport suivant :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1521-1 et suivants et L.1531-1 ;

Vu le code de commerce, notamment ses articles L.210-6 et L.225-1 et suivants ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les projets de statuts et de pacte d'actionnaires de la Société publique locale Golfe Energies Renouvelables;

Considérant que l'article L.1531-1 du code général des collectivités territoriales permet aux collectivités territoriales ou à leurs groupements de créer des sociétés publiques locales « *compétentes pour réaliser des opérations d'aménagement au sens de l'article L. 300-1 du code de l'urbanisme, des opérations de construction ou pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial ou toutes autres activités d'intérêt général* » ;

Considérant que les collectivités comprises sur le territoire de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération (GMVa) ont examiné les conditions dans lesquelles, elles étaient susceptibles de se doter d'une structure ad hoc et souhaitent ainsi se doter d'un outil opérationnel et créer ensemble, avec GMVa, une Société publique locale (SPL) pour répondre à cet objectif de mutualisation et de coopération, en se réservant la possibilité d'étendre cette société à d'autres collectivités intéressées, en particulier à toutes les collectivités territoriales et leurs groupements situés sur le territoire de GMVa actionnaire;

Considérant le fait que le développement des filières bois énergies constitue un enjeu de première importance pour le territoire, et particulièrement pour les communes du territoire développant une politique en matière d'énergie renouvelable, fondée notamment sur la chaleur biomasse, en vue de valoriser les ressources en bois. S'agissant de projets complexes faisant intervenir de nombreux acteurs, elle nécessite une mobilisation et une coordination de l'action des collectivités interpellées dans l'exercice de leurs compétences.

Considérant que cette SPL a pour objet de constituer une structure commune permettant d'agir dans le domaine des énergies renouvelables et de maîtrise de la demande énergétique, notamment pour le développement de la filière bois locale et la gestion durable de la ressource biomasse présente sur le territoire de ses actionnaires, notamment par la gestion, la maintenance, le développement et la mise à disposition des outils et de prestations au profit des collectivités actionnaires ;

Considérant qu'il s'agit bien là d'activités d'intérêt général au sens où l'entend l'article L.1531-1 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que la création d'une telle société, dont le capital social est détenu exclusivement par des collectivités territoriales ou leurs groupements, permet de faciliter et d'améliorer le recours à des prestations intégrées par ses actionnaires, notamment sous forme de marchés ou de concessions, lesquels peuvent faire appel à la société sans mise en concurrence préalable, conformément à la jurisprudence applicable aux marchés de prestations internes ainsi qu'au code de la commande publique entré en vigueur le 1er avril 2019 ;

La légitimité de la relation entre la Société et chacune des collectivités actionnaires repose sur le fait qu'une SPL est une entité publique à 100%, et que les collectivités actionnaires exercent sur elle un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services. Ce contrôle analogue s'entend comme global et collectif, cet impératif étant traduit dans les statuts et le pacte de la SPL.

Considérant que les collectivités du territoire ont acté le principe de créer une Société Publique Locale, sous réserve de délibérations concordantes de leurs instances respectives approuvant cette création.

Considérant que :

- la répartition du capital social et des actions sera la suivante :

| Collectivité     | Action<br>s | Nombre<br>administrateur(s) | Nombre<br>délégués à<br>l'Assemblée<br>spéciale | Nombre<br>délégués à<br>l'Assemblée<br>générale |
|------------------|-------------|-----------------------------|-------------------------------------------------|-------------------------------------------------|
| GMVA             | 126         | 6                           |                                                 | 1                                               |
| Locqueltas       | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Vannes           | 60          | 3                           |                                                 | 1                                               |
| Plaudren         | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Saint-Nolff      | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Surzur           | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Baden            | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Sarzeau          | 24          | 1                           |                                                 | 1                                               |
| Arradon          | 24          | 1                           |                                                 | 1                                               |
| Elven            | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Theix            | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Ploeren          | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Grand<br>Champ   | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Plescop          | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Plougoumel<br>en | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Séné             | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Saint-Avé        | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Le Bono          | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Région           | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Département      | 1           |                             | 1                                               | 1                                               |
| Total            | 250         |                             | ...                                             |                                                 |

- les actions seront souscrites en totalité et libérées à hauteur de 50 % de leur valeur, conformément à l'article 6 des statuts, la libération du surplus devant intervenir dans un délai qui ne pourra excéder 5 ans à compter de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés.
- la SPL sera administrée par un Conseil d'Administration exclusivement composé d'élus issus des collectivités et EPCI actionnaires. C'est ce Conseil d'Administration qui élit le Président parmi ses membres.

- le nombre total d'administrateurs sera fixé à **12**. Les sièges sont répartis entre les collectivités et EPCI actionnaires dans des proportions au plus égales au capital détenu, celles minoritaires qui ne peuvent pas être représentées directement au Conseil d'Administration bénéficieront d'un mécanisme de représentation spécifique via une assemblée spéciale. Pour asseoir le contrôle des actionnaires, qui doit selon les textes et la jurisprudence être « analogue » à celui qu'ils exercent sur leurs services, les statuts prévoient aussi que les collectivités et EPCI actionnaires fondateurs qui ne sont pas représentés au Conseil d'Administration bénéficieront, d'un poste de censeur et participeront au Comité de suivi et d'engagement prévu.
- il sera proposé l'unification des fonctions de président et de directeur général.

Considérant qu'il est ainsi proposé:

- d'approuver l'entrée de commune de Vannes au capital de la SPL,
- d'inscrire les crédits permettant l'entrée au capital de la commune de Vannes, à savoir 60 000 € ;
- de désigner un représentant en qualité de délégué de la collectivité au sein de l'Assemblée générale, et 3 représentants de la collectivité au Conseil d'Administration de la SPL, compte tenu des règles de proportionnalité,
- d'approuver les projets de statuts et le pacte d'actionnaires joints en annexe à la délibération, en vue de créer la Société publique locale (SPL), conformément aux dispositions du code de commerce relatives aux sociétés anonymes et aux dispositions du code général des collectivités territoriales relatives aux sociétés publiques locales.
- de prendre acte du projet de règlement intérieur, tel que joint en annexe ;
- d'autoriser à signer tous les actes utiles, comprenant les statuts et le pacte d'actionnaires, à la mise en oeuvre de ce projet.

Considérant que pour devenir actionnaire de la SPL, les collectivités territoriales et leurs groupements intéressés doivent simplement acquérir à minima une action au capital social, pour un prix unitaire de 1.000 euros ;

Considérant, dans ce contexte, que la ville de Vannes souhaite acquérir 60 actions du capital social de la SPL, afin d'en devenir actionnaire, et donc pouvoir ensuite bénéficier des prestations de la SPL ;

Considérant, qu'en matière de gouvernance, il sera à ce stade proposé au Conseil d'administration de ne pas dissocier les fonctions de président et de directeur général ;

#### **Vu l'avis des Commissions :**

Administration Générale et Finances

Climat, Biodiversité, Aménagement, Mobilités

**Je vous propose :**

- d'adhérer à la Société Publique Locale Golfe Energies Renouvelables, compétente pour fournir des prestations liées à la transition énergétique et écologique, telle que défini dans son objet statutaire.
- d'acquérir 60 actions au capital de la société au prix total de 60 000 euros versés en deux fois. Cette somme sera prélevée sur le Chapitre 26 compte 261 titres de participation.  
Le capital social étant fixé à **250 000** euros, divisé en 250 actions de 1.000 euros chacune, ces actions représentent 24% du capital, conformément au projet de statuts joint en annexe.  
L'acquisition de ces actions permet à la collectivité d'être représentée au sein de l'Assemblée générale de la société, et de disposer de 3 représentants au sein du Conseil d'Administration de la SPL.
- de désigner un délégué de la collectivité au sein de l'Assemblée Générale tel que mentionné en annexe ;
- de désigner trois représentants au sein du Conseil d'Administration de la société tels que mentionnés en annexe ;
- d'approuver pleinement et entièrement les modalités de fonctionnement de la société fixées dans les statuts de la SPL et le pacte d'actionnaires entre les membres de la société, tels qu'ils sont joints en annexe à la présente délibération.
- de verser chaque année à la société, une participation financière pour contribuer aux frais liés au fonctionnement et aux prestations fournies par la SPL.
- d'autoriser les mandataires ci-dessus à se prononcer sur la jonction (ou la dissociation) des fonctions de Président et de Directeur général de la société publique locale.
- d'autoriser les mandataires ci-dessus à désigner M/Mme [...] (choix parmi les personnes désignées à l'article 3) à assurer la présidence du Conseil d'administration de la société publique locale dans le cas où le Conseil d'administration désignerait la ville de Vannes à cette fonction ;
- d'approuver également toute convention de prestations intégrées à conclure avec la SPL (marché ou DSP), afin de bénéficier de ses prestations.
- d'autoriser le Maire à signer les statuts et le pacte d'actionnaires de la société.
- de prendre acte du projet de règlement intérieur, tel que joint en annexe.
- d'autoriser d'une manière générale, à effectuer toutes démarches et à signer tous documents administratifs, techniques ou financiers permettant de concrétiser l'adhésion de la collectivité à la société publique locale SPL.

- de donner tout pouvoir au Maire pour signer tout document et accomplir toute formalité nécessaires au règlement de ce dossier.

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Pour extrait certifié conforme au procès-verbal  
Le Maire



David ROBO